

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 035 – 2022

Arrêté de voirie temporaire réglementant la circulation et le stationnement route de Bourg-en-Bresse (D 975) à l'occasion de l'aménagement d'un point d'arrêt réservé aux transports en commun de personnes

Le Maire de la Commune de Montrevel-en-Bresse,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée par plusieurs textes et notamment par la loi 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales qui traite des droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6 qui définissent les pouvoirs de police du maire dans l'agglomération pour toutes les catégories de voies.

VU le Code de la route et notamment les articles R110-1 qui régit l'usage des voies ouvertes à la circulation publique et R110-2 qui définit les sens de certains termes utilisés dans ce code, les articles R411-1 à R411-8 définissant les pouvoirs généraux de police sur les voies ouvertes à la circulation publiques autres que les autoroutes, les articles R411-25 à R411-28 qui traitent du respect de la signalisation routière,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière modifiée qui fixe les règles d'utilisation et d'implantation de la signalisation routière et notamment la 1ère partie (généralités - arrêté du 7 juin 1977) et la 8ème partie (signalisation temporaire - arrêté du 6 novembre 1992 modifié),

VU les dispositions du Code Pénal,

CONSIDERANT la nécessité, durant les travaux d'aménagement urbain du secteur ouest de la commune, de déplacer le point d'arrêt des transports en commun de personnes, route de Bourg-en-Bresse (D 975),

ARRÊTÉ

Article 1er : Est aménagé un point d'arrêt des véhicules de transport en commun de personnes sur la voie publique, route de Bourg-en-Bresse (D 975) au niveau du n° 8.

Article 2 : Durant le temps d'immobilisation des véhicules de transport en commun de personnes, les véhicules circulant dans le même sens doivent obligatoirement marquer un arrêt. Le dépassement des véhicules de transport en commun de personnes à l'arrêt est interdit.

Article 3 : L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule sont interdits, au lieu et de part et d'autre du point d'arrêt indiqué par un marquage au sol.

Article 4 : Le présent arrêté prendra effet du 22 avril 2022 au 4 novembre 2022.

Article 5 : Selon les conditions de déroulement des travaux et leur avancement, cette réglementation pourra être levée préalablement à son expiration.

Article 6 : Une signalisation conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation sera fournie, mise en place et entretenue par la commune.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié dans la commune de MONTREVEL-EN-BRESSE.

Article 8 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

Article 9 : Monsieur le Maire de la commune, Monsieur le Directeur Général des Services de la commune et Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Montrevel-en-Bresse,
- Au Centre d'Incendie et de Secours de Montrevel-en-Bresse,
- Au Conseil départemental de l'Ain, Direction des routes, Agence routière Val de Saône-Bresse,
- A la Communauté d'Agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse, Direction des transports et Direction de la gestion des déchets,
- A la SPL Interra
- Aux services techniques de la commune de Montrevel-en-Bresse,
- A Mme Nadine RANSAY, ASVP,
- A la commune de Malafretaz.

Montrevel-en-Bresse, le 7 avril 2022
Le Maire, Jean-Yves BREVET

